

Arrêt

n° 63 265 du 17 juin 2011
dans l'affaire X / V

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 octobre 2009 par X, qui déclare être de nationalité rwandaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 29 septembre 2009.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 10 mai 2011 convoquant les parties à l'audience du 8 juin 2011.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me J. RODRIGUEZ loco Me B. BRIJS, avocats, et N.J. VALDEZ, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité rwandaise et d'appartenance ethnique hutu. Vous êtes né le X à Kabagali (Gitarama). Vous êtes commerçant.

Le 20 octobre 1994, après intervention de [M. A.] (un Tusti dont le commerce, mitoyen de celui de votre père, a moins de succès que votre commerce) votre père est incarcéré à la prison centrale de Gitarama. Le lendemain, [M. A.] se vante d'avoir fait emprisonner son concurrent.

Le 9 décembre 1999, suite à une loi, votre père est libéré, car il n'y a aucun dossier à son encontre. Le 29 décembre 1999, il est à nouveau incarcéré, au motif que les personnes soupçonnées de génocide ne doivent pas être remises en liberté tant que l'enquête est en

cours. C'est à cette occasion que votre famille apprend pour la première fois la nature des accusations portées à l'encontre de votre père.

En 2001, vous abandonnez vos études et décidez d'aider votre mère dans le commerce. [M. A.] organise une agression contre vous avec un local defence, [B.], mais ce dernier vous prévient du complot. Vous décidez alors de déménager avec votre famille. Le 11 janvier 2002, vous emménagez à Nyamabuye.

Le 15 juin 2003, vous êtes violemment agressé par quatre militaires sur une route. Dans les jours qui suivent, vous apprenez que [M. A.] se vante d'être à l'origine de cette agression. Vous déposez plainte mais elle reste sans suite.

En 2005, [M. A.] demande à un génocidaire repent, [H. A.], d'accuser votre père d'avoir fourni de l'essence et des machettes, ainsi que d'avoir aidé à établir des listes de Tutsi durant le génocide.

Le 25 juillet 2005, votre magasin est incendié par des inconnus. Vous décidez alors de changer de préfecture. Le 23 janvier 2006, vous emménagez avec votre mère et vos frères à Kigali, dans le secteur de Remera, cellule Rukiri I. Vous y rencontrez en août [M. L.], avec qui vous entamez une relation dès février 2007.

Le 8 mai 2007, la gacaca de secteur J. (secteur dans lequel vous habitez en 1994) juge votre père et l'acquitte, notamment suite à votre témoignage. Le 11 mai, votre père est libéré.

Le 2 octobre 2007, votre père se rend à un procès de la gacaca de cellule Kanyinya pour lequel il a été convoqué. Là, il apprend qu'il est accusé par un certain [N. D.] d'avoir pillé les tuiles de quatre maisons durant le génocide. Au cours de cette session, votre père est acquitté. Vous apprenez que D. a accusé votre père suite à la demande de [M. A.], ainsi que de K.J., un ancien conseiller de secteur J., de [H. I.], bourgmestre de Muhama après le génocide et de [N. A.], représentant d'Ibuka du secteur Karambi.

En décembre 2007, [M. L.] met au monde T., votre fils. En janvier 2008, vous vous mettez en ménage avec [M. L.] dans une maison toujours située à Rukiri I.

A la mi-août 2008, vous vous faites menacer avec une arme par un militaire dans le parking de chez L.. Il vous reproche votre relation avec [M. L.], une fille tutsi. Ensuite, il s'en va. De retour chez vous, vous expliquez ce qui vous est arrivé. [M. L.] vous avoue qu'elle aussi a été menacée par cet homme en avril 2008, qu'elle le connaît car ils sont originaires de la même commune, Masango, et du même secteur, Rwoga. Il s'appelle [M. W.]. Vous décidez toutefois de ne pas porter plainte.

Vers septembre 2008, [M. L.] vous apprend que [M. W.] est le cousin de [M. S.], le président de la gacaca de cellule Kanyinya, devant laquelle votre père a été jugé et acquitté. Elle apprend également d'un ancien voisin, C., des rumeurs qui disent que vous faites barrage au paiement des dommages et intérêts qu'aurait dû payer votre père.

Le 30 novembre 2008, au soir, vous revenez à pied d'un match de foot quand sur la route du retour, vous rencontrez [M. W.] et deux militaires. Ceux-ci vous battent sérieusement et vous abandonnent ensuite. [M. W.] vous dit qu'il veut vous débarrasser de l'idéologie génocidaire. Ce sont vos parents qui vous conduisent à l'hôpital où vous restez trois jours. Le 8 décembre 2008, vous portez plainte auprès du bureau de secteur Remera, mais [U. J.], le conseiller, refuse d'enregistrer votre plainte.

Le 27 février 2009, vous recevez une convocation de la brigade de Remera vous demandant de vous y rendre le jour même. Vous n'obtempérez pas. Le 2 mars, vous en recevez une seconde, et décidez d'y aller étant donné que vous risquez de tomber sous le coup d'un mandat d'arrêt. Aussitôt arrivé, vous êtes placé en détention par l'OPJ [K. E.]. Le lendemain, vers 19h, vous êtes battu par le commandant [M. M.], agissant sous la direction de [M. W.]. Le lendemain, K. vous interroge dans son bureau. Il vous pose des questions sur votre épouse et sur des propos liés à l'idéologie génocidaire que vous auriez tenus. Il dresse un procès-verbal. Le jour même, le militaire [R. V.], l'oncle de [M. L.], vous rend visite. Il vous explique que l'accusation d'idéologie génocidaire est grave. Le lendemain, un responsable des détenus, [G. A.], vous explique que [R. V.] lui a demandé de vous faire évader. Un pot-de-vin a été donné. C'est ainsi que le 5 mars, au moment d'aller aux toilettes, il vous demande d'y rester. Quand tous les détenus sont rentrés, A. vous accompagne derrière le bureau de secteur où vous retrouvez, plus loin, [R. V.]. Un de ses amis, [H.], vous conduit à Kampala et vous héberge chez

lui. Votre départ est organisé, et financé par votre famille. Le 2 avril, vous prenez l'avion pour la Belgique, pays dans lequel vous demandez l'asile le lendemain.

Vous avez été entendu à l'Office des étrangers le 3 avril 2009 dans le cadre du dépôt de votre demande d'asile. Enfin, l'analyse approfondie de vos craintes a nécessité une audition au Commissariat général les 4 et 5 août 2009.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. Plusieurs éléments entament sérieusement la crédibilité à accorder à vos propos.

D'emblée, le Commissariat général tient à préciser que certains éléments de votre récit apparaissent crédibles, circonstanciés et corroborés par des éléments objectifs. Ainsi en est-il des arrestations, détentions et jugements divers subis par votre père. Cependant, d'autres éléments, centraux et se rapportant à votre crainte, sont peu crédibles. En outre, certaines constatations concernant vos documents mettent sérieusement en doute l'authenticité des faits que vous relatez.

Premièrement, le Commissariat général estime qu'il n'est pas plausible qu'en étant la première personne visée par vos persécuteurs, votre père reste au Rwanda et que ce soit vous qui fuyiez le Rwanda. Cet élément contredit le fait que votre père soit encore persécuté actuellement et, partant, que vous le soyez également.

Ainsi, lorsque l'on vous confronte à cet élément, vous répondez que votre père « avait l'intention de fuir, mais que vu son âge avancé et sa maladie, cela n'en valait pas la peine. » (rapport d'audition du 5 août 2009, p.36). Votre père, quant à lui, s'il affirme toujours craindre des persécutions, ne donne aucune explication sur le fait qu'il reste au pays (Cf. pièce n°13 de la farde verte du dossier administratif, p.3 de la traduction française).

Ainsi, si au vu des pièces du dossier, le Commissariat général estime qu'il est crédible que votre père ait été poursuivi, détenu et jugé au Rwanda (rapport d'audition du 4 août 2009, p.12 à p.20 ; pièces n°2, n°4, n°5, n°6, n°9 et n°11), il estime que rien ne permet de considérer comme établi le caractère abusif et illégitime des poursuites et des détentions endurées, d'autant plus que votre père a été acquitté par deux fois devant des juridictions gacaca. Quoi qu'il en soit, le fait que votre père vive toujours au Rwanda aujourd'hui montre qu'il n'éprouve aucune crainte vis-à-vis des autorités et qu'il n'est pas plausible qu'à l'heure actuelle des personnes cherchent toujours à le faire condamner afin de s'approprier ses biens.

Le Commissariat estime que cet élément est essentiel, car au vu de la longue détention de votre père, il n'est pas permis de penser que s'il risquait toujours d'être arbitrairement incarcéré ou condamné, votre père, vu justement son âge avancé et sa maladie, mette cependant sa vie en danger en demeurant sous la coupe d'autorités qui le persécutent.

Deuxièmement, le Commissariat général relève toute une série d'éléments qui le confortent dans sa conviction que les faits que vous avez présentés ne sont pas ceux qui vous ont fait fuir le Rwanda.

Ainsi, vous êtes incapable de relater de façon précise et circonstanciée le contenu de l'interrogatoire que vous auriez subi le 2 mars 2009, et ce malgré plusieurs questions vous demandant d'être complet et précis (rapport d'audition du 5 août 2009, p.24 et p.25). Cette constatation n'est pas de nature à conférer à votre récit, sur un point aussi essentiel que peut être un interrogatoire, un caractère véridique.

Le Commissariat général prend en compte le fait que cet interrogatoire a eu une durée limitée dans le temps (vous parlez de 25 minutes environ), ce qui en réduit le contenu et devrait normalement vous permettre de le restituer correctement, et aussi le fait qu'il a eu lieu en mars 2009, c'est-à-dire à peine six mois avant votre audition. Ces constatations amènent le Commissariat général à estimer que cet élément n'est pas crédible.

Par ailleurs, votre évocation de la brigade de Remera se déroule avec tant de facilité qu'elle en perd toute crédibilité. En effet, qu'un gardien chargé de votre surveillance accepte aussi facilement de vous laisser partir, au péril de sa carrière, uniquement en échange de 500 000

francs rwandais est peu crédible. En outre, le Commissariat général estime que cette carence de crédibilité est aggravée par la façon même dont vous êtes sorti, puisqu'il a suffi que vous attendiez dans des toilettes dix minutes, puis que vous sortiez de l'enceinte de la brigade en passant à travers des arbustes pour être libre. A supposer qu'un gardien ait accepté de vous aider, il n'est pas crédible que les autres prisonniers assistent à cette évasion sans réagir (rapport d'audition du 5 août 2009, p.26 et p.27).

Enfin, le Commissariat général estime peu crédible qu'il soit fait appel si tard à [R. V.], membre de la Police Militaire (rapport d'audition du 5 août 2009, p.26 et pièce n°13 de la farde verte du dossier administratif). Il n'est pas déraisonnable de penser que si effectivement vous et votre compagne aviez été menacés et battus à plusieurs reprises par [M. W.], vous auriez fait appel plus tôt à [R. V.] afin d'utiliser son influence pour faire cesser les agissements de [M. W.].

Troisièmement, le Commissariat général constate que vous avez versé à votre dossier des documents qui ne sont pas authentiques. Ces documents concernent en outre un point essentiel et contesté de votre récit, votre détention en mars 2009.

En effet, vous avez présenté les deux convocations vous invitant à vous rendre à la brigade de Remera. La première est datée du 27 février 2009. Comme vous ne vous y êtes pas présenté, vous donnez le document original. La seconde est datée du 2 mars 2009 et est la copie de la convocation originale que vous avez remise aux autorités (Cf. pièces n°7 et n°8 de la farde verte du dossier administratif).

Cependant, le Commissariat général constate que la seconde convocation est une photocopie de la première convocation avant que celle-ci ne soit complètement remplie. Si les deux documents sont superposés à la lumière, on constate par transparence que le cachet et la signature coïncident parfaitement et que, à la base, ces documents sont des copies l'un de l'autre. La première convocation, avant qu'elle ne soit remplie, mais alors qu'elle comportait déjà le cachet et la signature, a de toute évidence été photocopiée. Elle a ensuite été remplie. La photocopie vierge a à son tour été remplie, puis photocopiée à nouveau. Ils n'émanent donc pas de la brigade de Remera.

Au vu du manque de crédibilité de vos déclarations sur la détention que vous dites avoir subie, le Commissariat général estime que la présentation de ces faux documents prouve à suffisance que cet événement, pourtant central dans votre demande d'asile, n'est pas réel et, partant, les persécutions que vous dites avoir subies non plus.

Quatrièmement, le Commissariat général n'est pas convaincu par la réalité des autres éléments qui fonderaient votre crainte de persécution, à savoir le fait que [M. W.] et [M. A.] vous poursuivent et vous menacent.

Excepté vos propos, dont la crédibilité est gravement affectée, aucun document ou élément matériel de quelque nature que ce soit ne permet de penser que ces deux personnes existent bel et bien et qu'elles interviennent dans les persécutions que vous dites subir.

Ainsi, le Commissariat général estime qu'il n'est pas plausible qu'un simple commerçant tutsi, [M. A.], ait le pouvoir de faire incarcérer votre père durant près de treize ans et le faire traduire devant une gacaca par deux fois uniquement pour assouvir un sentiment de vengeance ou encore pour s'accaparer les biens de votre famille. Vous invoquez alors l'appartenance ethnique de votre père pour justifier sa motivation (rapport d'audition du 4 août 2009, p.15 et rapport d'audition du 5 août 2009, p.32) ce qui ne convainc pas.

En effet, le Commissariat général n'est pas persuadé que ce commerçant tutsi puisse rallier autant de personnes étrangères à sa cause (militaires, bourgmestres, habitants, Inyangamugayo, membres de la brigade de Remera, du bureau de secteur, etc.) uniquement dans le but d'assouvir sa vengeance personnelle envers un Hutu.

En outre, il convient de rappeler la jurisprudence du Conseil d'Etat, de la Commission permanente de recours des réfugiés et du Conseil du Contentieux des étrangers, selon laquelle il n'appartient pas au Commissariat général de rechercher lui-même les éléments susceptibles de prouver la réalité des récits du demandeur d'asile ou l'actualité de sa crainte. L'atténuation de la charge de la preuve en matière d'asile ne va pas jusqu'à renverser la charge de la preuve sur la partie adverse, en effet, il appartient à la personne qui revendique le statut de réfugié d'établir elle-même qu'elle craint avec raison d'être persécutée et de rendre compte de façon plausible des raisons qu'elle invoque (CE n°X du 11/06/2004, CPRR n°X du 25/01/2001 et CCE n°286 du 22/06/2007).

Ainsi, il n'y a aucune trace de la plainte que votre mère a déposée en juin 2003 quand vous avez été agressé par des militaires agissant pour le compte de [M. A.] (rapport d'audition du 5 août 2009, p.24), aucune trace de l'incendie de votre magasin le 25 juillet 2005, qui est pourtant un événement important qui a dû laisser des traces (Idem, p.29). Ou encore, le contenu du jugement gacaca est trop succinct pour constituer un début de preuve de l'implication de ces personnes dans les accusations envers votre père, puisque ce rapport, outre les nombreuses rubriques laissées vides, se borne à mentionner que votre père n'est pas coupable, qu'il est acquitté et qu'il n'y a donc pas de peine. Cependant, le rapport n'explique pas les tenants et aboutissants de l'affaire en cause (Cf. pièce n°11 de la farde verte du dossier administratif).

L'attestation médicale datée du 6 décembre 2008 confirme que vous vous êtes fait soigner pour des "gonflements au niveau du dos et de l'abdomen", mais ne permet pas d'établir que vous avez été victime d'une attaque de [M. W.] (Cf. pièce n°3 de la farde verte du dossier administratif et rapport d'audition du 4 août 2009, p.14).

Cinquièmement, les autres documents que vous présentez soit confirment des éléments qui ne sont pas contestés soit n'ont pas de force probante suffisante pour que le Commissariat général acquière une autre conviction.

Votre carte d'identité, bien qu'il s'agisse d'un ancien modèle, confirme votre identité, tandis que le certificat d'immatriculation confirme que vous teniez un commerce (Cf. pièces n°1 et n°15 de la farde verte du dossier administratif).

Le certificat de naissance de votre fils et les quatre photos confirment votre relation avec [M. L.], sans plus (Cf. pièces n°10 et n°12).

Les témoignages de votre père et de votre compagne confirment vos propos. Cependant, ceux-ci, sur des points essentiels de votre crainte, n'ont pas convaincu le Commissariat général. Ces témoignages auraient pu renforcer la crédibilité de vos propos, mais ils ne peuvent en aucun cas pallier ses carences puisqu'ils se bornent à relater le récit que vous avez produit devant les instances d'asile. D'ailleurs, ces documents ont une force probante limitée. En effet, de part leur caractère privé, ils n'offrent pas de garantie de fiabilité suffisante.

Quant aux documents judiciaires s'ils ne sont pas contestés, ils ne contrebalancent pas le manque de crédibilité, comme expliqué ci-avant, à accorder à vos dires.

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, de sérieuses indications d'une crainte de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou des motifs sérieux de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête

2.1 La partie requérante invoque la violation de l'article 1^{ier}, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommés la Convention de Genève), des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que du principe général de bonne administration. Elle invoque également une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse.

2.2 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

2.3 Elle demande à titre principal au Conseil de réformer la décision attaquée et d'accorder au requérant la qualité de réfugié ou, à titre subsidiaire, le statut de protection subsidiaire.

3. Documents déposés

3.1 La partie requérante dépose au dossier de la procédure par courrier recommandé du 9 juin 2010 la copie d'un certificat du 22 avril 2010 du Directorate des réfugiés d'Ouganda, certifiant que L. M., compagne du requérant, a introduit une demande d'asile en Ouganda (pièce n° 8 du dossier de procédure) ; elle dépose également par courrier recommandé du 15 juin 2010 les copies de deux lettres des 8 avril 2009 et 27 mai 2010 rédigées par des membres de la famille du requérant, accompagnées de leur traduction et de leur cartes d'identité (pièce n° 10 du dossier de procédure).

3.2 Indépendamment de la question de savoir si ces documents constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, ils sont produits utilement dans le cadre des droits de la défense, dans la mesure où ils étayaient la critique de la partie requérante à l'égard de la décision attaquée concernant certains arguments factuels de la décision entreprise. Ils sont, par conséquent, pris en considération par le Conseil.

4. L'examen du recours

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1^{er} de la Convention précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

4.2 La décision entreprise admet que certains éléments du récit d'asile du requérant sont établis, particulièrement les arrestations, détentions et jugements subis par son père ; elle refuse néanmoins de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire au motif que d'autres éléments, se rapportant à la crainte alléguée par le requérant lui-même, sont peu crédibles. Enfin, selon la décision entreprise, les documents présentés par le requérant mettent sérieusement en doute l'authenticité des faits relatés.

4.3 Le Conseil estime que les motifs de la décision entreprise, soit sont peu pertinents, soit reçoivent des explications très plausibles dans la requête introductive d'instance. De la sorte, la motivation de la décision entreprise ne peut pas suffire à justifier le refus de la présente demande de protection internationale.

4.4 Le Conseil constate d'emblée que la partie défenderesse admet que certains éléments du récit d'asile du requérant sont établis, particulièrement les arrestations, détentions et jugements subis par son père. Le fait que le requérant lui-même n'a pas directement subi ces exactions ou encore que le père du requérant n'a pas en personne quitté le Rwanda, ne permet pas, à l'instar de la partie défenderesse, d'aboutir à la conclusion de l'absence de crainte personnelle du requérant. À cet égard, le Conseil rappelle que la crainte de persécution définie à l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève, n'implique pas la survenance de persécution directement dans le chef du demandeur d'asile ni même la survenance en elle-même d'une persécution, mais une crainte raisonnable qu'une telle persécution puisse survenir. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCR), si « la situation de chaque personne doit être appréciée en elle-même », « il n'est pas nécessaire que les arguments invoqués se fondent sur l'expérience personnelle du demandeur. Ainsi, le sort subi par des parents ou des amis ou par d'autres membres du même groupe racial ou social peut attester que la crainte du demandeur d'être lui-même tôt ou tard victime de persécutions est fondée » (HCR, *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 1992, § 43 (ci-après dénommé *Guide des procédures et critères*)). L'établissement de la réalité de persécutions subies par le père du requérant constitue en l'espèce un indice d'une crainte de persécution dans le chef du requérant lui-même.

4.5 Le Conseil souligne par ailleurs la cohérence, la constance et le caractère circonstancié des propos du requérant devant le Commissariat général concernant les faits qu'il a lui-même vécus. Dès lors, le Conseil estime qu'aucun élément sérieux du dossier administratif ne permet de mettre en cause la réalité des faits allégués par le requérant. Au dossier de la procédure, ce dernier verse la copie d'un certificat du 22 avril 2010 du Directorate des réfugiés d'Ouganda, certifiant que sa compagne a introduit une demande d'asile en Ouganda où elle a fui en compagnie de leur enfant commun, élément qui confirme la crainte personnelle du requérant puisque certains de ses proches ont fui le pays.

4.6 Le Conseil rappelle par ailleurs que sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève ; si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même ; dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4.7 Dès lors, si un doute persiste sur quelques aspects du récit du requérant, le Conseil estime, au vu des éléments du dossier administratif, qu'il existe cependant suffisamment d'indices du bien-fondé des craintes alléguées pour justifier que ce doute lui profite. Par ailleurs, le Conseil n'aperçoit aucune raison sérieuse de penser que le requérant se serait rendu coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1^{er}, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

4.8 Les faits étant suffisamment établis, la crainte du requérant s'analyse comme une crainte d'être persécuté du fait de son origine ethnique entendue au sens du critère de rattachement de la *race* repris à l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-sept juin deux mille onze par :

M. B. LOUIS,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme M. PILAETE,	greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS